

# CHAMBRE DES COMMUNES

Le jeudi 22 mars 1984

La séance est ouverte à 11 heures.

• (1110)

## ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

### LES SUBSIDES

JOUR PRÉVU AUX TERMES DE L'ARTICLE 62 DU RÈGLEMENT—LE  
TOURISME

**M. le Président:** Avant de mettre en délibération la motion inscrite au nom du député de Halton (M. Jelinek), puisqu'aujourd'hui est la dernière journée d'opposition, la Chambre va procéder, selon la procédure habituelle, à l'étude et à l'adoption de projets de loi de finances. Comme le veut l'usage depuis quelque temps, les députés sont-ils d'accord pour que les projets de loi de finances soient distribués dès maintenant?

Je dois prévenir la Chambre que le projet de loi de finances peut être présenté même s'il ne tient pas compte de la décision rendue par la présidence hier soir à 18 heures, en vue de supprimer un crédit. C'est pourquoi le projet de loi sera distribué simplement pour la gouverne des députés. La mesure qui sera présentée en temps voulu sera modifiée en conséquence. Y a-t-il consentement unanime pour faire distribuer les projets de loi sous la réserve que je viens de faire?

**Des voix:** D'accord.

**M. Otto Jelinek (Halton)** propose:

Que la Chambre blâme le gouvernement d'avoir laissé le déficit touristique du Canada atteindre le total stupéfiant de \$2.1 milliards en 1983, d'avoir provoqué la disparition de 100,000 emplois au Canada au cours de cette année-là seulement, et de ne pas avoir réduit les impôts excessifs qui constituent le fléau sous-jacent avec lequel cette industrie de main-d'œuvre est aux prises, fléau qui pousse les prix à des niveaux non compétitifs et qui annule tout impact favorable que pourraient avoir les programmes de commercialisation du gouvernement.

—Monsieur le Président, notre parti propose aujourd'hui cette motion d'opposition sur le tourisme, et ce, pour diverses raisons évidentes. Il y a moins d'un an, le 14 avril dernier, le parti progressiste conservateur a consacré une journée d'opposition au tourisme, sur l'initiative du député de Malpègue (M. Gass), en vue de bien faire comprendre au gouvernement l'importance vitale que ce secteur revêt pour notre économie. Près d'un an s'est écoulé depuis, monsieur le Président, et le gouvernement n'a encore rien fait pour s'attaquer au fond du problème. En réalité, le déficit touristique, comme le signale notre motion, est monté en flèche pour atteindre un total stupéfiant de 2.1 milliards de dollars, ce qui a provoqué la disparition de plus de 100,000 emplois au Canada pour l'année 1983 seulement.

Je vais brièvement passer en revue l'importance du tourisme et la négligence totale dont le gouvernement libéral fait preuve à l'égard des importants problèmes qui se posent dans ce secteur à l'heure actuelle. En termes financiers, monsieur le Président, le tourisme et les voyages représentent 17 milliards de

dollars chaque année au Canada, soit environ 5 p. 100 de notre PNB. Ce secteur donne de l'emploi à plus d'un million de Canadiens.

En cette époque de chômage aigu, le gouvernement devrait accorder plus d'importance au tourisme, ne serait-ce qu'en raison des possibilités d'emploi qui existent dans ce secteur. Des emplois disparaissent tous les jours dans ce domaine à cause de l'inertie du gouvernement. L'an dernier, les touristes étrangers ont dépensé dans notre pays 3.9 milliards de dollars, ce qui fait du tourisme l'un des principaux secteurs créateurs de devises au Canada. Selon l'Office du tourisme du gouvernement canadien, ce secteur a un coefficient d'emploi supérieur à celui des 40 principales industries de notre pays.

Je pourrais en dire long sur l'énorme importance que revêt le tourisme pour notre pays, mais faute de temps, monsieur le Président, je dirai brièvement que l'industrie du voyage, au Canada, n'est pas exploitée pleinement. En effet, le tourisme est un secteur en état de siège. Le gouvernement libéral ne peut pas, cette fois-ci, mettre la situation sur le compte de la conjoncture internationale comme dans d'autres domaines; en effet, sur le marché mondial, la part canadienne du tourisme est tombée de 4.6 p. 100 en 1972 à un maigre taux de 2.7 p. 100 en 1981. Autrement dit, au cours de cette décennie, nous avons perdu la moitié de la part du tourisme mondial qui nous revenait.

Comment se fait-il que dans notre pays, le tourisme soit en perte de vitesse, tandis qu'il est florissant dans d'autres? Je le répète en insistant: les libéraux ne peuvent pas prétendre que les influences du marché international en sont responsables.

• (1115)

Il ne se passe pas un seul jour où le nombre de Canadiens à l'extérieur du pays est supérieur d'environ 100,000 à celui des visiteurs étrangers au Canada, et le déficit au chapitre du tourisme augmente de plus de 3 millions de dollars par jour. Cela ne comprend même pas notre déficit touristique avec les États-Unis: chaque jour, plus de Canadiens sont aux États-Unis que d'Américains au Canada, au-delà de 74,000 en fait. Ce déficit augmente de presque 2 millions par jour. Au total, 5 millions de dollars par jour, un énorme déficit de 2.1 milliards l'an passé, et il ne cesse de croître. C'est inacceptable, mais le gouvernement ne fait absolument rien.

D'aucuns prétendent que c'est à cause de nos hivers. Ils sont dans l'erreur, monsieur le Président, car au mois de juillet dernier, le plus beau temps au Canada, il y avait 37.3 p. 100 de visiteurs canadiens de plus aux États-Unis que douze mois plus tôt. Ce raisonnement-là ne tient pas, car les Canadiens voyagent à l'étranger en été comme en hiver. Nous pourrions tirer profit de nos hivers. Les Canadiens vont faire du ski en Suisse, en Autriche, en Italie et à Aspen, au Colorado. Nous pourrions attirer des touristes au Canada aussi bien en hiver que pendant les beaux mois d'été.